



**Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)**

**Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021**

**Objectif :**

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

**Instruction :**

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

---

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1 Habitants et informations économiques



##### 001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 514 565 ]



=

**002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).**

	Montant
Niveau national ou fédéral	5 970 558 000 [ ] NA [ ] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[ ] NA [X] NAP

Commentaires The figures are provided by the NSO but they include the government additional expenditure on health and sustaining industry during Covid.



=

**003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence**

[ 24 634 ]

Commentaires

**004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence**

[ 18 923 ]

[ ] NA

Commentaires

**005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1**

[            ]

Autorisation de décimales : 5

[ X ] NAP

Commentaires

**A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**Sources : This information was provided by the National Statistics Office of Malta ([www.nso.gov.mt](http://www.nso.gov.mt)).**1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire****006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous**

ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	20 790 700 [ ] NA [ ] NAP	29 170 570 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	14 186 875 [ ] NA [ ] NAP	14 323 929 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)</b>	32 700 [ ] NA [ ] NAP	30 039 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1 Investissements dans l'informatisation</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux</b>	32 700 [ ] NA [ ] NAP	30 039 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	3 965 500 [ ] NA [ ] NAP	9 719 852 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	2 061 845 [ ] NA [ ] NAP	2 297 247 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	2 255 000 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	1 000 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	542 780 [ ] NA [ ] NAP	544 503 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Q006.1: The increase in salaries is due to an enhanced organisational structure within the courts and more judiciary appointed to the bench.

Q006.2: In previous evaluations, the submitted implemented budget included the expenditure on computerisation of the courts by the Office of the CIO. This year, the implemented budget is that effectively incurred by the Court Services Agency and that is the reason behind the apparent discrepancy.

Q006.3: The increase in expenditure of justice expenses relates to the cost of a number of high profile cases in court that required foreign expertise and also a lot of transcriptions. Despite making allowances for the expenditure, still the total cost of experts was much higher than estimated. These are costs that cannot be quantified a priori because they relate to the nature of the cases that will be filed after the approved budget has been decided, and commensurate on the nature of the cases themselves.

Q006.5: This budget relates to the payment of expenditure on new court buildings, incurred in previous years. This therefore reflects the payment of previous expenditure and not of expenditure incurred in 2020.

Q006.6: No funds were utilised during this year as no training was held during the Covid pandemic.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :



=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : In 'Other than criminal cases', most of the court fees are paid when initiating proceedings. However in specific cases where a case is for the Liquidation of Damages, an initial registry fee of €700 is paid and when the court liquidates the damages following judgement, the final registry fees are worked out and charged to the plaintiff.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The Code of Organisation and Civil Procedures (Chapter 12) regulates all court fees and taxes, such as registry fees and lawyers' fees that can arise in the course of any civil proceeding. The tariffs are set out in schedules A to K annexed to the COCP.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[ 54 ]

NA

Commentaires The exact amount of court fees to be paid for €3000 debt recovery is €54.40.

## 009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[ 6 270 569 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

## 012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b>	500 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	500 000 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires The increase in the approved budget of Legal Aid Malta reflects the continuous improvement and development of the Agency since it took its independent status. The approved budget relates to improved financial remuneration conditions, an increase in the legal staff, an increase in the administrative/ support staff and overall improvements in the system. Legal Aid Malta also moved to new premises and hence, whilst this is mainly a capital cost, the move to better premises also reflects itself in the recurrent budget.

As regards Q12.2, Legal Aid Malta started offering legal advice to their clients without necessarily being accompanied with legal representation in court. The cost of providing legal advice cannot be quantified, but in any case, it is minimal when compared to the cost of legal representation in court. Hence an NA answer for 12.2 started being provided as from this evaluation.

## 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	489 795 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	489 795 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The implemented budget reflects the increase in the approved budget, and this is because of the reasons explained in Q12 above. On the other hand, Legal Aid Malta were also effected by the disruption brought about by the Pandemic, and even if they started offering new services at this time, the number of cases requiring legal aid representation reflected the fewer cases being brought to court. Hence the implemented budget fell slightly short of the approved budget. As regards Q12.2, Legal Aid Malta started offering legal advice to their clients without necessarily being accompanied with legal representation in court. The cost

of providing legal advice cannot be quantified, but in any case, it is minimal when compared to the cost of legal representation in court. Hence an NA answer for 12.2 started being provided as from this evaluation.

=

**012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :**

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In Malta, Legal Aid does not cover court fees because it is totally exempt from paying them.

=

**012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :**

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Legal Aid is exempt from court fees and there is no budgetary allocation addressed at covering court fee expenses on behalf of its clients.

=

**013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	2 500 000 [ ] NA [ ] NAP	2 746 631 [ ] NA [ ] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

**014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
<b>Ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Autre ministère</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Cour Suprême</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

#### 014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
<b>Coûts budgétaires des années précédentes</b>	[ X ]	[ X ]
<b>Evaluation des besoins particuliers</b>	[ X ]	[ X ]
<b>Nombre de juges/non juges</b>	[ X ]	[ X ]
<b>Nombre d'affaires nouvelles</b>	[ ]	[ ]
<b>Nombre d'affaires pendantes</b>	[ ]	[ ]
<b>Nombre d'affaires terminées</b>	[ ]	[ ]
<b>Autre</b>	[ ]	[ ]

[ ] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser : The criterion named 'Special needs assessment' refers to all ongoing projects undertaken by the Court Services Agency that require the requisition of additional finances, such as, video-conferencing equipment, etc ...

## 014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Autre	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Data has been verified with the Court Services Agency

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	162 996 000 [ ] NA [ ] NAP	178 389 191 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Approved budget: The increase in the projected budget reflects increases in the approved budgets across most agencies used for this calculation.

Implemented budget: The increase in the implemented budget mainly reflects an increase in the expenditure of the Court Services Agency.

## 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
Aide judiciaire	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
Ministère public	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP

Commentaires The budget for the Public Prosecution Services refers to the budget of the Office of the Attorney General.

## 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Service de probation	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Conseil supérieur des procureurs	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Cour constitutionnelle	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Service de gestion du système judiciaire	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Service de l'avocat d'Etat	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Service de l'exécution	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Notariat	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Service d'expertise légale	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Fonctionnement du ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Services des demandeurs d'asile et réfugiés</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Service d'immigration</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Autres</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Si « Autres », veuillez préciser : The category 'Other' includes:

- the Malta Arbitration Centre (MAC)
- the Malta Mediation Centre
- the Public Commission Against Corruption (PCAC)
- the Law Commissioner
- the Justice Reform Commission
- the Asset Recovery Bureau - the Department of Justice

### **A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : The budgetary estimates have been drawn from the official Government's Financial Estimates, available online at [www.fin.gov.mt](http://www.fin.gov.mt) and also verified with the respective entities (Ministry for Justice and Governance and Ministry for Home Affairs, National Security and Law Enforcement)

## **1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics**

### **015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?**

- The Court Services Agency was established as an Agency by Legal Notice 197 of 2019. The Agency is headed by a CEO directly appointed by the Minister for Justice in agreement with the Chief Justice. The management team is then composed of a number of Directors who have been selected following public calls for recruitment. The court administration is fully responsible for the management and operations of all the courts in Malta and Gozo, as well as for the non-judicial staff working therein. On the other hand, the responsibility and management of the judicial branch rests solely on Hon. Chief Justice. The Chief Justice oversees the allocation of cases, the distribution of the work-load, the judicial complement and also serves as the President of the Court of Appeal, Civil Jurisdiction, the Constitutional Court and the Court of Criminal Appeal. In addition, he also serves a variety of functions in relation to his appointment on a number of Boards and Commissions. The appointment of judges and magistrates is carried out through the Judicial Appointments Committee, in which the Chief Justice is a member, whilst any disciplinary issues are addressed by the Commission for the Administration of Justice. Judges and Magistrates are responsible for the management of their respective

courts but are not involved in the allocation of human and financial resources needed for the running of the courts.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

## 015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The Office of the AG is the constitutionally independent prosecution service of Malta. The person ultimately responsible for the work carried out by the Office is the Attorney General, who is assisted in her work by the Deputy AG (legal person) and a whole administrative and operational structure. The Office of the AG is centrally located in Valletta and has no satellite offices across the islands. The Attorney General is appointed by the President of Malta, acting on the advice of the Prime Minister and the recommendations of an Appointments Committee. On the other hand, the administrative staff working in the Office of the AG is recruited following the issuance of public calls. More information on the Office of the Attorney General can be accessed at: [www.attorneygeneral.mt](http://www.attorneygeneral.mt)

Nombre de caractères maximaux : 10 000

## 2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

### 2.1. Aide judiciaire

#### 2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

#### 016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### New node

#### 016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- All the information related to how Legal Aid functions in Malta in both criminal and non-criminal cases can be found at: <http://www.legalaidmalta.gov.mt>. As from April 2020, the Legal Aid Agency has extended its services related to the provision of legal advice to victims of domestic violence, thereby fulfilling the obligations set in the Istanbul Convention and incorporated in domestic

## New node

**018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?**

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

**019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?**

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## 2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

**020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :**

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>	946 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	755 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>	626 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	626 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>	320 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	129 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : In Other than Criminal Cases, the low figure quoted as compared to previous evaluations relates to the disruptive effect that the COVID-19 pandemic had on court operations. During 2020, most services at the Legal Aid Agency were limited to the provision of services and the Courts of Law were closed for non-urgent court applications.

It is important to note that towards the end of April 2020, Legal Aid Malta started offering legal advice (not representation in courts) to clients experiencing domestic violence. In addition to the 129 cases brought to court, Legal Aid Malta offered legal advice to 191 clients experiencing DV. Each client referred to or requiring assistance from Legal Aid Malta Agency in relation to domestic violence is being assigned a legal aid lawyer for the necessary legal advice required. Such clients do not always want to pursue assistance at Court. This service has fulfilled the obligation set in the Istanbul Convention and has been incorporated in domestic law under Article 57 of the

**020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.**

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre règlementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : The average number of days indicated above (19 days) refers to Other than Criminal cases and is computed as follows:

> 5 days: from the time a person asks for legal aid information up to the presentation of the actual means test documents.

> between 7 to 14 days (avg: 10.5 days): from the presentation of the documents by the client to the day set for an appointment with the Advocate for Legal Aid.

> 3 days: from date a Court application is presented at the Court's registry up to the day the Judge gives a decree.

In criminal cases:

No means test is required. When a person is referred to Legal Aid for a criminal case assistance and court representation, the Agency only requires the summons issued by the Police to draft the necessary Court applications, or a copy of the judgment in case of appeals. The average duration of the procedure for the granting of Legal Aid in Criminal Cases, from the point of referral to the day when a Court application is filed, is 4 days.

=

**021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?**

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Once eligibility for legal aid is established, the lawyers are assigned according to roster.

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : In 'Other Than Criminal' cases, legal aid is granted to any party whose annual income does not exceed the national minimum wage for persons over 18 years of age (Art. 912b, Chp 12). Therefore the quoted sum reflects the 2020 monthly minimum wage which was of Euros185.33, multiplied by 52 weeks. As regards the annual assets value, the COCP (Chp 12 of the Laws of Malta) stipulates that these should not exceed Euros6988 (Art 912) for eligibility for legal aid. In Malta there is no such evaluation or means testing in criminal cases. There is no partial legal aid available in Malta.

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	9 637 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 988 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : The parameters upon which the benefit of legal aid is granted is codified in Chapter 12 of the Laws of Malta, Art 912 and Art 914. This can be accessed at: <https://legislation.mt/eli/cap/12/eng>

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une**

## action en justice ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

## 027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	( X ) Oui ( ) Non
en matière autre que pénale	( X ) Oui ( ) Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : The Court in its judgement, can decide how legal costs will be paid by the parties.

## B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : This information was provided and verified by Legal Aid Malta Agency.

## 2.2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2.2.1 Droits des usagers et victimes

## 028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	( X ) <a href="http://www.legislation.mt">www.legislation.mt</a>	( )
A la jurisprudence des juridictions supérieures	( X ) <a href="http://www.ecourts.gov.mt">www.ecourts.gov.mt</a>	( )
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	( X ) <a href="http://www.ecourts.gov.mt">www.ecourts.gov.mt</a> ; <a href="http://www.judiciary.mt">www.judiciary.mt</a>	( )
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	( X ) <a href="http://www.justice.gov.mt">www.justice.gov.mt</a> ; <a href="http://www.servizz.gov">www.servizz.gov</a>	( )

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : In Other documents, reference is being made to the website of the Department of Justice ([www.justice.gov.mt](http://www.justice.gov.mt)) that contains online registration forms for lawyers who want to practice the legal profession in Malta under their home title, the link to the Registry of Lawyers which is the first comprehensive directory of warranted lawyers in Malta, and the link to [servizz.gov](http://servizz.gov), that is the government's centralised website offering

online services to the population, including e-forms related to matters of justice.

**029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?**

- ( ) Oui, toujours
- ( X ) Non
- ( ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

**030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?**

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

**031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?**

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Minorités ethniques</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Personnes en situation de handicap</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Délinquants mineurs</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : In 'Ethnic Minorities', all efforts are made to find a suitable translator that can speak the language of the ethnic minority in order to ensure that the parties to a case fully understand what is being said in court.

**031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?**

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser .....

NAP

Commentaire In some of the cases, the minors are accompanied by social workers/ psychologists from the national social support agency, Appogg.

**031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?**

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

<b>Être témoin</b>	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]
	<input type="checkbox"/> Exceptions au seuil	<input type="checkbox"/> Exceptions au seuil
	<input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement	<input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement
	<input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Autre
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). Civil Proceedings: Article 781 of the Code of Organisation and Civil Procedure (COCP - Chp12 of the Laws of Malta) states that persons under the age of 18 may not sue or be sued except in the person of the parent exercising paternal authority, or, in the absence of such parent, of a tutor or a curator. As regards being a witness, there is no age threshold as long as there is capacity for discernment. According to the COCP, 'all persons of sound mind' are admissible witnesses; an exception to this rule is when there are 'objections against their competency' (article 563). By 'all persons' the COCP ensures that anyone can testify 'whatever may be the age of the witness', as long as 'he understands it is wrong to give false testimony' (article 564). This is so because witnesses are required to take an oath and swear 'to tell the truth, the whole truth and nothing but the truth' (article 112(1)). Criminal Proceedings: There is no age threshold stipulated in criminal proceedings. In fact, the Criminal Code (Chapter 9 of the Laws of Malta) grants the right to every person (which includes minors) to give information to any officer of the Executive Police of any offence liable to the prosecution including the right to lodge a complaint if they feel aggrieved by any offence.

### 031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Parent/ tuteur légal</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)</b>	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire In criminal proceedings, the Police could also take action on behalf of the minor, particularly if the minor reports his parents/ legal guardians of any offence towards him/ her to the Executive Police.

### 031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire Further to the above answers, Article 37 of the Criminal Code states:

- (1) The minor under sixteen years of age shall also be exempt from criminal responsibility for any act or omission done without any mischievous discretion.
- (2) In the case where the act or omission is committed by a minor between fourteen to sixteen years of age acting with mischievous discretion and in the case where the minor is aged between sixteen and eighteen years, the applicable penalty shall be decreased by one or

two degrees.

Minors under the age of fourteen are deemed to be doli incapax.

### **031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?**

**Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)**

[ 14 ]

[ ] NA

[ ] NAP

**Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté**

[ 18 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Please see comment for Q31-3

### **032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

( ) Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

( ) Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

( X ) Oui, toujours

( ) Non

Commentaire

#### **032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?**

( ) Pour tous les types d'infractions

( X ) Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : The list of offences that fall within the criminal injuries compensation scheme can be found in Subsidiary Legislation 9.12 of 2012

#### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires Compensation can be granted upon the merits of the case at hand, but this is then taken into consideration by the Courts in the eventuality of a judgement that includes compensation.

#### **032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?**

( ) Pour tous les types d'infractions

( X ) Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : The list of offences that fall within the criminal injuries compensation scheme can be found in Subsidiary Legislation 9.12 of 2012

### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires Compensation can be granted upon the merits of the case at hand, but this is then taken into consideration by the Courts in the eventuality of a judgement that includes compensation.

### **032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : The list of offences that fall within the criminal injuries compensation scheme can be found in Subsidiary Legislation 9.12 of 2012

### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires Compensation can be granted upon the merits of the case at hand, but this is then taken into consideration by the Courts in the eventuality of a judgement that includes compensation.

### **034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

### **035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Article 40 (1) of the Police Act, mentions the witness protection programme where it states: "Where a person who is the victim of a crime is to be produced as a witness in any criminal proceedings [...] and that person is concerned for his safety or there exist concerns over that person's safety, the Commissioner may, subject to the provisions of article 39, set up a witness protection programme..."

Vulnerable witnesses (including victims) may also tender evidence through videoconferencing (article 55 of the Police Act and article 647A of the Criminal Code).

The Victims of Crime Act, transposed in Malta from the EU Directive establishing minimum standards on the rights, support and protection of victims of crime (2012/29/EU), gave importance to the right to information, as competent authorities are bound to provide the victims with the appropriate information pertaining to the laws safeguarding their rights and protection. Moreover, victims are to be informed of any ongoing information about their case.

### **035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The legislation related to victims quoted in Q35 applies for minors as well.

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».**

( ) Oui

( X ) Non

[ ] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : Article 2(1) of the Attorney General's Ordinance, inter alia states that the Attorney General, in the exercise of his powers to discontinue criminal proceedings, may exercise such power in his individual judgment. Article 433(2) of the Criminal Code states that the Attorney General may also withdraw an indictment already filed, by making a declaration in court to such effect. Likewise, article 600 of the Criminal Code states that the Attorney General may withdraw any indictment which he may have filed, provided that this is done before the accused pleads to the general issue of guilty or not guilty.

Judicial review of decisions taken either by the Police to investigate or by the Attorney General to prosecute (as the case may be) may be instituted by the victims (injured party) in terms of article 541 of the Criminal Code.

**037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Durée excessive de la procédure</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Autre</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Under article 3 of the 7th protocol of the European Convention for Human Rights there is the right to compensation for wrongful conviction whilst under article 5(5) of the European Convention of Human Rights (transposed as Chapter 319 of the Laws of Malta), there is the right to compensation for unlawful detention.

However no data is available.

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

**038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?**

	<b>Au niveau national</b>	<b>Au niveau des tribunaux</b>
<b>Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des procureurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des avocats</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès d'autres professionnels</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des parties</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des victimes</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des mineurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès du public</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle	<input type="checkbox"/> Annuelle
	<input type="checkbox"/> Autre type de fréquence	<input type="checkbox"/> Autre type de fréquence
	<input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : The Department of Justice has initiated the administration of regular court user satisfaction surveys to professional users of the justice system. These surveys are carried out on one user group per year but during 2020, no surveys were carried out mainly due to the uncertainties being faced by the pandemic. Other surveys targeting other aspects of the justice system were carried out in 2021. Court user satisfaction surveys on the above-identified populations will start being implemented again in 2022.

**039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?**

Oui, veuillez préciser : .....

Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Certain demographic data about court users, especially those in civil cases, can be elicited from the courts' case management system. In criminal cases, given that most of the proceedings are not yet digitalised, court data has to be elicited manually from physical court files only if absolutely necessary.

**040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)**

Oui

Non

Commentaires

**041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires 'Others' refers to the Commission for the Administration of Justice.

**041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
--------------------	--------------------------------------

<b>Tribunal concerné</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Instance supérieure</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Ministère de la Justice</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Autres organisations extérieures (ex. médiateur)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The proceedings of the Commission for the Administration of Justice are not available to the public.

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3.1. Tribunaux

##### 3.1.1 Nombre de tribunaux



#### 042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
<b>Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)</b>	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)</b>	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques</b>	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The 1st instance courts of general jurisdiction are:

- the Court of Magistrates, Civil Jurisdiction (competency up to Euros 15,000)
- the Civil Court, First Hall (civil cases above Euros 15,000)

The 2nd instance courts of general jurisdiction are:

- the Civil Court of Appeal, Inferior Jurisdiction - the Civil Court of Appeal, Superior Jurisdiction

In the Maltese judicial system, there are only 2 instances of courts, hence Q1.3 is marked as NAP.

The increase in the number of courts as legal entities reflects the addition of the criminal courts to the above data, namely:

- 1st Instance Courts: Court of Magistrates Criminal Jurisdiction and Criminal Court
- 2nd Instance Courts: Criminal Court of Appeal in its Inferior and Superior Jurisdiction

#### 043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
<b>Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques</b>	7 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux des faillites</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux du travail</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux des affaires familiales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux administratifs</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux militaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Tribunaux pour enfants</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Autres tribunaux spécialisés</b>	4 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : A number of courts that used to be previously identified as specialised courts, are not being categorised this time, given that they all make part of the First Hall, General Jurisdiction Court. These are:

- The Commercial Court (including insolvency cases)

- The Family Court

The identified specialised courts listed under 'Other specialised courts' are:

- the Land Arbitration Board

- the Rural Leases Control Board

- the Small Claims Tribunal

- the Court of Voluntary Jurisdiction

The Juvenile Court is a specialised criminal court.

#### 044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

#### 045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le licenciement	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le vol avec violence	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

#### 045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[ 5 000 ]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Data verified with the Court Services Agency

### 3.2. Personnel des tribunaux

#### 3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	42 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP	24 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	33 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP	22 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	9 [ ] NA [ ] NAP	7 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[ ] Garde d'enfants

- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser .....
- Sans raison

Commentaires

**046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?**

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
<b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. En première instance (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?**

- Moins de 50 %
- 50 – 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

=

**046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:**

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
<b>Nombre total de juges</b>	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Première instance</b>	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

<b>Deuxième instance</b>	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Cours suprêmes</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : Some judges in the Maltese judicial system preside over both civil and criminal courts. In this instance, such judges have been distributed evenly between the 2 courts.

Administrative cases at first instance are heard by the Administrative Review Tribunal, presided over by 3 magistrates. If appealed, such cases are heard by the Court of Appeal Inferior Jurisdiction presided over by a judge who hears and decides cases appealed from a number of first instance courts (not only the Administrative Review Tribunal).



=

#### 047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b>	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)</b>	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Nombre de président(s) de cours suprêmes</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

#### 048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
<b>Donnée brute</b>	28 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question : The above figure is made up of 7 lawyers/ part-time judges presiding over the Small Claims Tribunal and 21 Commissioners for Justice (list publicly available at <https://www.gov.mt/en/Government/Government%20of%20Malta/Ministries%20and%20Entities/Officially%20Appointed%20Bodies/Pages/Commissions/commissioners-for-justice.aspx>).

#### 048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

( X ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage. NA

( ) Non

[ ] NAP

Commentaires Out of a total incoming civil court caseload of 4555 cases, the Small Claims Tribunal had 363 incoming cases, thereby 8% of the total incoming caseload. It is not possible to access the number of cases presided over by the Commissioners for justice given that these do not form part of the court case management system.

**049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).**

	Donnée
Donnée brute	[ ] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[ ] NA [X] NAP

Commentaires

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	( )	( )	( )
Affaires pénales (infractions mineures)	( )	( )	( )
Affaires familiales	( )	( )	( )
Affaires de droit du travail	( )	( )	( )
Affaires de droit social	( )	( )	( )
Affaires commerciales	( )	( )	( )
Affaires de faillite	( )	( )	( )
Autre affaires civiles	( )	( )	( )

[X] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

(X) Oui

( ) Non

Commentaires

**050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?**

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

12

NA

NAP

Commentaires Given the issues related to the pandemic, there was only 1 trial by jury held during 2020.



**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b>	396 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	166 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	230 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)</b>	246 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	64 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	182 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)</b>	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	25 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	28 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Personnels techniques</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Autres personnels non juges</b>	93 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	73 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires It is not possible to differentiate the non-judge staff according to these criteria.

=

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : In Malta, we do not have Rechtspfleger.

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : .....

Commentaires Throughout 2020, the Court Services Agency outsourced additional services to the above, including, architectural services, transport and hospitality services during the jury that was held, engineering and audiovisual services, medical verification services and radiation protection consultancy services.

### C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : This information has been provided and verified with the Court Services Agency

### 3.3.Ministère public

#### 3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The increase in the number of lawyers working at the Office of the AG follows the reform in 2020 whereby the AG has taken up exclusively the role of prosecutor general (the advisory role to government has been vested in the State Advocate). Given this special focus, the Office of the AG has been recruiting more lawyers in order to meet the case demands of the courts.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :**

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser .....
- Sans raison

Commentaires

**055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?**

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
<b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. En première instance (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?**

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

**056. Nombre de chefs des ministères publics.**

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

**057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

**057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :**

[ 159 ]

[ ] NA

**059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?**

( ) Oui

( X ) Non

[ ] NAP

Commentaires

**059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?**

	-
<b>Violence domestique</b>	[ X ] Oui [ ] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [ ] Non [ ] NA [ ] NAP
<b>Violence sexuelle</b>	[ X ] Oui [ ] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [ ] Non [ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The Police Force has special units that are manned by Officers who are trained to prosecute cases

of a sexual nature and cases of domestic violence. The Office of the AG will start prosecuting these cases as from October 2021 and the lawyers are receiving special training in this regard.



=

**060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	21 [ ] NA	11 [ ] NA	10 [ ] NA

Commentaires

**C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : This data has been supplied by the Office of the Attorney General.

### 3.4. Parité hommes/femmes

#### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

**061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

**061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :**

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( )	( X )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

**061-3-1. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :**

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non
Chefs des ministères publics	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non

Commentaires

### 3.4.2 Au niveau national

**061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?**

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

Oui, veuillez préciser	Non

<b>Le recrutement des juges</b>	( )	( X )
<b>La promotion des juges</b>	( )	( X )
<b>Le recrutement des procureurs</b>	( )	( X )
<b>La promotion des procureurs</b>	( )	( X )
<b>Le recrutement du personnel non-juge</b>	( )	( X )
<b>La promotion du personnel non-juge</b>	( )	( X )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte)

[ X ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[ X ] NAP

**061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :**

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[ X ] NAP

**3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public**

**061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :**

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

**061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :**

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	( )	( X )
Remplacement des personnes absentes	( )	( X )
Organisation des audiences	( )	( X )
Autres	( )	( X )

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

## 061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser: .....
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser: .....
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser: .....
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser: .....
- Autres études, veuillez préciser: .....

[ X ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

#### 062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
<b>Politiques et stratégies informatiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
<b>Gouvernance informatique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires The Malta Information Technology Agency (MITA) is the government agency responsible to drive ICT policy in Malta, as well as implement the Digital Malta National ICT Strategy 2014 - 2020. The Information Management Unit within the Ministry for Justice and Governance collaborates closely with MITA in the development and deployment of ICT initiatives within the justice system. Currently the Ministry is working on launching the first national Digital Justice Strategy that will run for 5 years between 2022 and 2027. The Court Services Agency digital infrastructure will be a central pillar in the transformation to digital justice.

#### 065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

( ) équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

( ) autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

## 065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

## 065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

( X ) Oui

( ) Non

### 065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[ X ] les processus opérationnels

[ X ] la charge de travail

[ ] les ressources humaines

[ X ] les coûts

[ X ] autres, veuillez préciser Efficiency and accessibility

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) Other: Efficiency and accessibility

The Information Management Unit (IMU) within MJCL carries out impact assessments of implemented technologies through focus groups, and analysis of data. Hence, the impact assessments take on a quantitative approach through the study of metrics, but also a qualitative approach through the feedback collected by end users. Furthermore the IMU also measures hits to the eCourts login and website, and this is a cost function as the more the end users are using the website, to for example, file claims online or pay court fees online, the less the need to rely on the human component to manage these functions at court.

## 3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

### 065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique

## globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Yes, as part of the Security Governance framework, MITA engages independent systems audit providers, to carry out audits that safeguard the security of the courts' information systems. The IMU (Information Management Unit) within MJCL, is then approached to request and receive audit reports accordingly. Primarily Malta's information system used at courts is web based (last modules and migration of the current Case Management System are being migrated to a web solution). Therefore Webscan Audits are carried out on a regular basis on all web information systems, in a similar fashion to ethical hacking, targeting various systems audit testing. Threats reported are then classified as being either High, Medium, Low or Informational and the IMU would then take action along the lines of the recommendations provided in the report.

## 065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) In Malta, the main authority responsible for the protection of personal data is the Information and Data Protection Commissioner who is the main legislative and regulatory authority on the use, management and protection of personal data. Within justice, administrative applications of personal data management fall within the remit of the Commissioner. However, as regards the publication of personal data, whilst there is no specific legal provision that determines whether or not personal data are revealed online, it is up to the discretion of the presiding judge/ magistrate to decree when the identity of the parties is to be withheld. The only exception to this procedure is within the Family Court, wherein given the sensitivity of the cases being dealt with, all judgements are anonymised, and in the Criminal Courts whereby the court might opt to ban the publication of the name of the accused.

### 3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

## 062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

### 062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Pénale</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Administrative</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : Malta does not have a 3rd Instance Court and hence the answers have been marked as 'No' which really means 'NAP'. In respect to data anonymisation, this is not an automatic feature but is available in civil, criminal and administrative judgements according to the directions instituted by the courts issuing the judgements, the only exception being family cases in which anonymisation is mandatory.

### 062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### 062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[ X ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[ X ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[ ] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

#### 062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	<b>Taux de disponibilité</b>
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
<b>Pénale</b>	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
<b>Administrative</b>	<p><input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

## 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

## 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

100% - accessible à tous dans le système judiciaire

50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances

10-49% - dans certains tribunaux seulement

1-9% - dans un seul tribunal

( X ) 0% (NAP) - Pas d'accès

[ ] NA

Commentaires

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( ) 100% ( X ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( X ) Accessible aux parties ( ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP

<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	---	--	--	---

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : The Case Management System does indicate the age of the pending caseload but it does not 'issue' a warning to the judiciary once cases exceed a pre-established threshold.

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre du commerce</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires – Si d'autres registres sont concernés, veuillez préciser : The Land Registry is set-up but is not managed by the Court Services Agency.

## Pilotage budgétaire et financier

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Gestion des frais de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### Autres outils d'administration des tribunaux

**063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)**

Oui

Non

Commentaires

**063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
<b>Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?**

Oui

Non

Commentaires

**064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
<b>Taux de disponibilité</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

**064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

Oui

Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/>
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/>
----------------	-------------------------------------	--------------------------	-------------------------------------	--	-------------------------------------

Commentaires

## Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires In 'Civil/ Commercial' cases and in 'Administrative' cases, parties not represented by a lawyer have access to some of the features outlined under 'Trial phases concerned' but not all. For example, it is mandatory by law that the filing of a case is made through a lawyer or a legal procurator and not by a party without a lawyer. Moreover the system only recognises legal professionals in executing certain information-sharing functions, whilst communicating directly with parties in relation to other aspects of the phases of a hearing (for example through MyActs).

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
<b>Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

<b>Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<b>Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Services de police judiciaire</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

### Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique

<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

## 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) De droit commun seulement ( ) De droit commun et spécialisé ( ) De droit spécialisé seulement [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) De droit commun seulement ( ) De droit commun et spécialisé ( ) De droit spécialisé seulement [ ] NAP
<b>Administrative</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) De droit commun seulement ( ) De droit commun et spécialisé ( ) De droit spécialisé seulement [ ] NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

### 3.6. Performance et évaluation

#### 3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

**066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
<b>dans les tribunaux</b>	( ) Oui ( X ) Non
<b>dans les services du ministère public</b>	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

Oui

Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) : age of pending cases

Commentaires Other: age of pending cases

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

Oui

Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : Court performance is evaluated on a quarterly basis, or as the need arises.

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Other refers to the Court's ability to request more financial and human resources in a bid to improve the performance on the selected indicators

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

Oui

Non

Commentaires The Office of the AG has started setting up a system to assess the performance of the prosecution service, but this is still in its initial phases and more work is being planned on it to make it more integrated.

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

Oui

Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

=

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?**

Conseil Supérieure de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?**

Conseil supérieur des procureurs

Ministère de la Justice

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général /Procureur de la République

Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The main person responsible for monitoring the performance of the public prosecution service is the Attorney General as a head of the public prosecution service. The Ministry for Justice assists the Office of the AG, but the ultimate decisions lie in the remit of the AG as the head of an independent agency.

### **3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

#### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

#### **070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	( )	( X )
dans les services du ministère public	( )	( X )

Commentaires

**3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :MITA/ Department of Justice

Non

Commentaires

**080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?**

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires Court statistics are available at <http://www.ecourts.gov.mt>

=

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Office of the AG

Non

Commentaires The Office of the AG has started collecting data regarding the caseload handled by the Office. This exercise is still in its initial format and is used for internal purposes only.

**080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?**

- Oui, sur internet  
 Non, seulement en interne (sur un site intranet)  
 Non

Commentaires

=

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : As stated, the report is given to the Chief Justice and it is kept internal (not made available publicly).

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet  
 Intranet  
 Diffusion papier

Commentaires At the end of the year, the judiciary are obliged to send a report to the Hon Chief Justice, detailing the caseload that they have particularly, the pending caseload.

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- Annuelle  
 Moins fréquente  
 Plus fréquente

Commentaires

=

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

### **3.6.5 Administration des tribunaux**

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs**

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) : .....

NAP

Commentaires

**114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

Oui

Non

Commentaires

**114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

**083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

Oui

Non

Commentaires

**083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) : .....

NAP

Commentaires

**120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

Oui

Non

Commentaires

**120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires The work of public prosecutors is constantly monitored by the Deputy AG and the AG herself. The monitoring is not scheduled at specific annual intervals but it is ingrained in the daily work processes in the Office.

#### C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The information has been verified with the Office of the AG

### 4.Procès équitable

#### 4.1.Principes

##### 4.1.1Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?**

[            ]

[ X ] NA

Commentaires This data is not specifically collated.

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?**

[ ] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[ X ] Pour les procédures civiles (durée)

[ X ] Pour les procédures pénales (durée)

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?**

- Oui  
 Non  
 NAP

Commentaires

**D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : The European Convention Act (Chp319)

**4.2. Durée des procédures**

**4.2.1 Informations générales**

**087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

- en matière civile  
 en matière pénale  
 en matière administrative  
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

- en matière civile (petits litiges)  
 en matière pénale (infractions mineures)  
 en matière administrative  
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

- affaires civiles  
 affaires pénales  
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP. The law precludes the judiciary from delivering judgements orally and specifies that judgements have to be delivered in writing.

**089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour**

soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



##### 091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	11 243 [ ] NA [ ] NAP	10 915 [ ] NA [ ] NAP	9 923 [ ] NA [ ] NAP	11 242 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	10 429 [ ] NA [ ] NAP	7 433 [ ] NA [ ] NAP	6 728 [ ] NA [ ] NAP	10 147 [ ] NA [ ] NAP	3 972 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	453 [ ] NA [ ] NAP	3 353 [ ] NA [ ] NAP	3 058 [ ] NA [ ] NAP	748 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	453 [ ] NA [ ] NAP	3 353 [ ] NA [ ] NAP	3 058 [ ] NA [ ] NAP	748 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>3. Affaires administratives</b>	361 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	129 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	137 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	347 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	206 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres affaires</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires The lack of horizontal consistency results from recounts that happen throughout the year, and that ensure that the data is always as up to date as possible. However when taken as a global figure, horizontal consistency might then be lost.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. The non-litigious case category is codified under Art 166A of the Code of Organisation and Civil Procedure (COCP), Chp 12 of the Laws of Malta.

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. NAP

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	11 899 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	11 086 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	7 321 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	15 883 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Infractions graves</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2. Infractions mineures</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :  
Given that the categorisation of criminal offences in Malta does not exactly match with the CEPEJ definitions provided, only the total of such cases is being reported. An actual breakdown of the figures quoted above is as follows:

- Pending 1st January 2020 = 11899 (79 cases Criminal Court and 11820 cases Court of Magistrates)
- Incoming cases 2020 = 11086 (17 cases Criminal Court and 11069 cases Court of Magistrates)
- Resolved cases 2020 = 7321 (5 cases Criminal Court and 7316 cases Court of Magistrates)
- Pending cases 31st December 2020 = 15883 (89 cases Criminal Court and 15794 cases Court of Magistrates)

The lack of horizontal consistency results from recounts that happen throughout the year, and that ensure that the data is always as up to date as possible. However when taken as a global figure, horizontal consistency might then be lost.

The decrease in the number of incoming and resolved cases, and the ensuing high number of pending cases, results from the restrictions imposed by the pandemic on the functioning of the Courts of Law.

#### 4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



##### 097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	1 870 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	571 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	741 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 701 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	908 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	1 870 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	571 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	741 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 701 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	908 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>3. Affaires administratives</b>	[ X ] NA [ ] NAP				
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The decrease in the Incoming caseload results from the disruption of the pandemic on the court operations.

In the second instance courts, we are still unable to distinguish precisely between the cases that are appealed. Thus, Administrative law cases are included in the number of Civil (and commercial) litigious cases.

#### 098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance

<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	843 [ ] NA [ ] NAP	311 [ ] NA [ ] NAP	463 [ ] NA [ ] NAP	691 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP			
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP			
<b>3. Autres affaires</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP			

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The above data reflects the aggregate scores of the Criminal Court of Appeal in its Superior and Inferior Jurisdiction.

The pandemic restrictions effected the caseload of the Court.

#### 4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

##### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>3. Affaires administratives</b>	[ ] NA [ X ] NAP				
<b>4. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( ) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure .....

( X ) Non

Commentaires

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême

<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>1. Infractions graves</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>2. Infractions mineures</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>3. Autres affaires pénales</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

#### 4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
<b>Divorce contentieux</b>	170 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	173 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Licenciement</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Faillite</b>	48 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	14 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	56 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Homicide volontaire</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Less incoming and resolved cases due to court closure.

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans

<b>Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 479 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 778 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 320 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
<b>Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
<b>Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires The data submitted for this question has been compiled by the International Protection Agency who does not deal with right of entry and stay for aliens.

The total figures quoted for new applications and subsequent applications are in relation to applications for international protection. Similarly, the figure for applications pending refers to applications for international protection and not specifically for refugee status.

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. The Office of the Refugee Commissioner (RefComm) is regulated by The Refugees Act, Chp 420 of the Laws of Malta, and its main responsibility is to receive, process and determine applications for international protection in Malta, as stipulated by the Refugees Act, amended by Act VI and VII in 2015 and its Subsidiary Legislation 420.07 on Procedural Standards in Examining Applications for Refugee Status Regulations. This Office is also bound by the obligations assumed by Malta under the 1951 Geneva Convention relating to the status of Refugees and its 1967 Protocol, as well as its obligations under European Directive 2011/95/EU, European Directive 2013/32/EU and the Dublin Regulation. RefComm implements a single asylum procedure. It first examines whether the applicant fulfils the criteria to be recognised as a refugee according to law, and in the case of those applicants who do NOT meet the criteria to be recognised as refugees, the Office proceeds to examine whether the applicant fulfils the criteria for subsidiary protection according to law. The applicant is informed in writing about the decision issued by the Office of the Refugee Commissioner. The reasons in fact and in law are stated in the decision. In the case of a negative decision, applicants are informed of their right to enter an appeal against this decision to the Refugee Appeals Board. Information on how to challenge a negative decision is given in writing to those applicants whose application was rejected with regards to refugee status and/or subsidiary protection status. This is an administrative review and involves the assessment of facts and points of law. An asylum seeker has 2 weeks to appeal since the day in which the written negative decision by the Refugee Commission has been received. Whilst the Refugee Appeals Board does not accept late appeals, it does have suspensive effect. An onward appeal is not provided in the law in case of a negative decision from the Refugee Appeals Board. However, judicial review of the decisions taken by the Board is possible before the First Hall of the Civil Court, limited only to an enquiry into the validity of the administrative act. However, such information is not available. Judicial review does not deal with the merits of the asylum claim, but only with the manner in which the concerned administrative authority reached its decision. At this stage, applicants could be granted legal aid if eligible under the general rules for legal aid in court proceedings.

**101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Abus sexuels d'enfants</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Pornographie infantine</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système :

**102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendants depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendants depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
<b>Affaires civiles et commerciales contentieuses</b>	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Divorce contentieux</b>	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ X ] NA [ ] NAP
<b>Licenciement</b>	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [ ] NA [ X ] NAP

<b>Faillite</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Homicide volontaire</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. In Malta, till June 2011 there existed no divorce proceedings, whether litigious or non-litigious. On the other hand, there exist separation proceedings, which may be either litigious or non-litigious, as well as annulment proceedings, which are always litigious. Divorce came into force in Malta in October 2011 by means of the Civil Code Act. Eligibility for divorce is based on 3 main premises: that the couple are legally or de facto separated and have been living apart for a number of years (specified in law depending on the nature of the separation), that the couple is beyond reconciliation and that maintenance is paid to the spouse and/or children when due. Divorce can be applied for in Court either jointly by both spouses, or else individually by either one of the spouses.

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. Length of proceedings is calculated as an average (not DT) of the number of days it took for the cases to be registered and resolved within the same year.

**4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public**

**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes

quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

porter une accusation

soumettre l'affaire au tribunal

proposer une peine au juge

faire appel

superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : NAP

### 107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
<b>1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence</b>	11 899 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires nouvelles/reçues</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.1.4 Classement pour d'autres raisons</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	11 086 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	15 883 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?**

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?**

Oui

Non

Commentaires

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Data, were provided, is derived from the court statistics (www.ecourts.gov.mt)

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5.1. Recrutement et promotion

#### 5.1.1 Recrutement et promotion des juges

**110. Comment les juges sont-ils recrutés ?**

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience

professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires With the coming into force of Act XLIII of 2020, the following changes have been made relative to the appointment of the judiciary:

- the appointment of the Chief Justice requires the approval of two-thirds of the Members of the House of Parliament;
- the Judicial Appointments Committee is now composed of a majority of members of the judiciary;
- apart from the current system of applications on an open call basis, the law now stipulates that a public call for vacancies is issued when seeking to appoint new members to the judicial bench

### 111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The authority responsible for the recruitment of the judiciary is the Judicial Appointments Committee established as a sub-committee within the Commission for the Administration of Justice.

#### 111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	7		
	<input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : The composition of the Judicial Appointments Committee is enshrined in Art 96A of the Constitution of Malta which article also makes provisions in respect of cases whereby members of the Committee abstain or are challenged.

#### 111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

#### 112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

#### 113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The process to promote a Magistrate to a Judge follows the same process as outlined in the Constitution of Malta for the recruitment of judges. Art 96B (1) of the Constitution of Malta stipulates that " Whenever a vacancy occurs in the office of judge or magistrate, the Minister responsible for justice shall issue a public call for applications open to persons who have the necessary qualifications and experience required to be appointed to the office of judge or magistrate".

### **113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)**

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): The criteria used for the promotion of a judge or magistrate are outlined in Art 96B of the Constitution of Malta.

## **5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs**

### **115. Quel est le statut du ministère public ?**

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

### **115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### **115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?**

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

### **115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?**

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : According to Art 2 (3) of the Attorney General Ordinance, "Where under any law, the Attorney General is to act or exercise any power in his individual judgment he shall not be subject to the direction or control of any other person or authority". Only the Attorney General can decide not to prosecute a case (nolle prosequi) even if this is being prosecuted by one of the public prosecutors working in her office. Article 433 of the Criminal Code (Chapter 9 of the Laws of Malta) provides that if the Attorney General is of the opinion that there are not sufficient grounds for filing of an indictment against an accused person, the Attorney General has the power to order the discharge of the accused. This is done by filing a declaration before the Criminal Court. The Attorney General also has the power to withdraw an indictment already issued and the procedure to follow is also to make a declaration to this effect in the Criminal Court. In both cases, the Attorney General has to make a report to the President of Malta stating the reasons for issuing a nolle prosequi.

### **115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?**

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### **115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :**

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### **115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?**

Exceptionnelles

Occasionnelles

Fréquentes

Systématiques

Commentaires

**115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?**

- ( ) Oui
- ( X ) Non
- [ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

**116. Comment sont recrutés les procureurs ?**

- [ ] principalement par concours (concours ouvert)
- [ X ] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- [ ] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- [ ] autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires Public prosecutors are recruited through a public call for warranted legal professionals.

**117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- [ ] Une instance composée seulement de procureurs
- [ ] Une instance composée seulement de non procureurs
- [ X ] Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- [ ] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Given that the Office of the Attorney General functions as an Agency, the recruitment procedure is carried out through a public call for applications with the applicants then sitting before an internal selection board. This procedure accounts for the recruitment of the lawyers working as public prosecutors and not for the Attorney General.

**117-1. Combien de membres composent cette instance ?**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	3	2	1
	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : The composition of the selection committee is not fixed and hence gender roles cannot be ascribed.

**117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?**

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

### **118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires The Office of the AG negotiates HR plans including recruitment and promotions, with the relevant executive powers, and once permission is granted (often based on financial considerations), then the promotion exercise becomes an internal exercise carried out by the Office of the AG.

### **119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The Deputy AG is selected as a result of internal processes within the Office and at the discretion of the Attorney General. All other prosecutors are employed on contract, as a result of which, they promotions are regulated internally.

### **119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :**

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

## **5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs**

### **121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

### **121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :**

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

Non

Commentaires It is the prerogative of the Chief Justice to relocate judges and magistrates in the interests of efficiency and good order.

### **122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à**

**vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :62 to 65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) :0.5

Non

Commentaires Public prosecutors (not the AG) have a probationary period of 6 months.

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**125-1. Est-il renouvelable ?**

Oui

Non

[ X ] NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?**

[            ]

[ ] NA

[ X ] NAP

Commentaires

**126-1. Est-il renouvelable ?**

Oui

Non

[ X ] NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The contents of this section have been verified with the Office of the AG and with the Ministry for Justice

### 5.2. Formation

#### 5.2.1 Formation des juges

##### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires The Judicial Studies Committee is the committee entrusted with organising and offering judicial training. During 2020, the Committee was not functional and together with problems resulting from the pandemic, no training was organised. A new Judicial Studies Committee has been set-up in 2021.

##### 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

## 5.2.2 Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
--	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
<b>Formation continue générale</b>	[ ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ X ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)</b>	[ ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ X ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	[ ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ X ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	[ ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ X ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	[ ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ X ] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

### 5.2.3 Instituts de formation

#### 131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
<b>Institution(s) pour les juges</b>	[ ]	[ ]	[ X ]

Institution(s) pour les procureurs	[ ]	[ ]	[ ]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[ ]	[ ]	[ ]

Commentaires There are no defined academic institutions that provide training to the judiciary or the prosecution. The Judicial Studies Committee, as implied, is a dedicated Committee focused on the provision of training to the judiciary only. On the other hand, training organised for the Office of the Attorney General is organised by the Office itself.

### 131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	31 000 [ ] NA [ ] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[ ] NA [X] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	[ ] NA [X] NAP

Commentaires The figure being presented for the training of the judiciary is subdivided as follows:

- Euros 20,000 for the Judicial Studies Committee
- Euros 11,000 for other training as indicated by the Hon Chief Justice

### 131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. The judiciary are trained in various subjects of interest both locally and abroad (through the EJTN). such training takes place throughout the year, in such a way so as it does not jeopardise the efficiency of the courts. Lawyers working at the OAG attend courses and training in their fields of specialisation, and in matters related to EU law, EU directives and national law.

## 5.2.4 Nombre de formations

### 131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	[X] NA [ ] NAP	13 [ ] NA [ ] NAP	[X] NA [ ] NAP
1. Pour les juges	[X] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	[X] NA [ ] NAP

<b>2. Pour les procureurs</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Pour le personnel non-juge</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Pour le personnel non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>5. Formations pour les autres professionnels</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . 2 scheduled in-person courses were held for the judiciary prior to the outbreak of the pandemic. Following March 2020, all training seminars were cancelled or postponed indefinitely.

### 131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
<b>Total</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Juges</b>	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Procureurs</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Personnel non-juge</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Personnel non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Autres professionnels</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 5.3.Exercice de la profession

### 5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs



### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
<b>Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière</b>	95 215 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	68 770 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	95 215 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	68 770 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)</b>	103 246 [ ] NA [ ] NAP	74 587 [ ] NA [ ] NAP	103 246 [ ] NA [ ] NAP	74 587 [ ] NA [ ] NAP
<b>Procureur au début de sa carrière</b>	44 496 [ ] NA [ ] NAP	28 843 [ ] NA [ ] NAP	44 496 [ ] NA [ ] NAP	28 843 [ ] NA [ ] NAP
<b>Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).</b>	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP	[ ] NA [X] NAP

Commentaires Wages for the lawyers of the AG were improved following a revision of salaries.

### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
<b>Imposition réduite</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Retraite spécifique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Logement de fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre avantage financier</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires In respect of 'Special Pension' for Public Prosecutors, The Pensions Ordinance, Chp 93 of the Laws of Malta, stipulates a special pension for the Attorney General only.

### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Same as previous comment: Apart from the Honoraria (85% of Scale 1 for the Magistrates, and 100% of Scale 1 for the Judges), members of the judiciary receive a non-pensionable allowance, a non-pensionable expense allowance, a non-pensionable training/work allowance and another non-pensionable expense allowance.

[ ] NAP

=

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non

<b>Recherche et publication</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. in respect to the added sub-category of 'mediator', some judges do act as mediators in the course of their duties, but they do not naturally function as such by profession. Mediators are a separate and recognised profession in Malta.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

( ) Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

### **5.3.2 Institution/organe d'éthique**

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : The Commission for the Administration of Justice

Commentaires

**138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Code of Ethics for the Members of the Judiciary was drawn up by the Commission for the Administration of Justice and is publicly available at <http://www.judiciarymalta.gov.mt/code>.

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

## 5.4.Procédures disciplinaires

### 5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

#### 140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal

- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions**

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Autre	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
----------	---------------------	---------------------

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

### 145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
2. Suspension	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
4. Amende	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
6. Rétrogradation de poste	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
8. Démission	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
9. Autre	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
10. Révocation	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : This data has been compiled using existing information on the subject in question.

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	1 762 <input type="checkbox"/> NA	834 <input type="checkbox"/> NA	928 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ 158 ]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

<b>Affaires pénales - Défendeur</b>	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ X ] NAP
<b>Affaires pénales - Victime</b>	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ X ] NAP
<b>Affaires administratives</b>	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ X ] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : Legal representation in court falls within the exclusive rights of lawyers, however in the case of the filing of cases in some civil courts, legal procurators are bound by law to file/ register cases in courts. In such instances, the legal procurators file the cases on behalf of the lawyer and the client.

**149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
<b>Organisme de la société civile</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Membre de la famille</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Personne concernée elle-même</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Syndicat</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autres</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : 'NAP' would have been the best suited answer for this question.

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- [ ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ X ] Syndic de copropriété
- [ X ] Agent immobilier
- [ X ] Autres (veuillez préciser) : Provision of legal services in new and upcoming sectors such as i-gaming

Commentaires Other law activities: Provision of legal services in new and upcoming sectors such as i-gaming.

## 149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

## 150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

## 151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

## 152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

## 153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The information for this section (Q146 and Q148) has been compiled with the assistance of the Department of Justice.

### 6.1.2 Exercice de la profession

## 154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

**6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires**



**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : .....

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : The Committee for Advocates and Legal Procurators in the Commission for the Administration of Justice

Commentaire Other: The Committee for Advocates and Legal Procurators in the Commission for the Administration of Justice.

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule**

fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> X ] NA <input type="checkbox"/> ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

### 7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

## 7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

#### 163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

### 164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Following the coming into force of Act VIII of 2017 through Legal Notices 362, 363, 364 and 365 of 2020 in September

2020 regarding compulsory mediation for rent disputes prior 1st June 1995, the Rent Regulation Board authorised mediation sessions. Hence In these civil cases, mediation is given by the judge but provided by the mediators from the Malta Mediation Centre.

**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

- ( X ) Oui  
 ( ) Non  
 NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	66 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	1 668 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 809 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	1 663 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 807 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

=

### 168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l'arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires

### G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : This information has been provided by the Malta Mediation Centre

## 8.Exécution des décisions de justice

### 8.1.Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

#### 169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total (1+2+3+4)</b>	20 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)</b>	20 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

### 170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser : Enforcement agents are employed as Court Marshalls with the Court Services Agency, following a public call.

### 171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 62 - 65

Non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Retirement age varies upon when a person was born (62 - 65).

### 8.1.2 Activités/ domaines de compétences

#### 171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Compte bancaire	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser : The information accessed by enforcement agents relates to the nature of the enforcement process. The information listed above might all be accessed by the agents if the nature of the enforcement so requires, but not all the information is available all the time irrespective of the nature of the enforcement procedure.

**171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :**

	<b>Option</b>
<b>Saisie des biens meubles corporels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies conservatoires des biens meubles corporels</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des immeubles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie conservatoire des immeubles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Mesures d'expulsion</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des bateaux et des navires</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des aéronefs</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Vente des parts sociales</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires

Recouvrement de créances

Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires

Séquestres

Constats

Service des audiences près les juridictions

Conseils juridiques

Procédures de faillites

Missions confiées par le juge

Représentation des parties devant les juridictions

Rédaction des actes sous-seings privés

Administrateur d'immeubles

Autres

Commentaires

### **8.1.3 Formation et TIC**

**172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?**

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?**

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?**

Oui

Non

Commentaires

**172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?**

Oui

Non

### 8.1.4 Frais

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?**

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser .....

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Source : Court Services Agency

### 8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

- le juge
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The monitoring and supervision of the enforcement agents falls within the remit of the respective entities with whom they are employed, namely, the Court Services Agency and the Asset Recovery Bureau.

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) : .....
- NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

**188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

## H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Court Services Agency

## 8.2.Exécution des décisions pénales

### 8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

#### 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge  
 Procureur  
 Services pénitentiaire et de probation  
 Agent d'exécution  
 Autre autorité (veuillez préciser) :Police

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

#### 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui  
 Non

Commentaires

#### 191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%  
 50-79%  
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

## 9.Notaires

### 9.1.Profession de notaire

#### 9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

## 192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	371 [ ] NA [ ] NAP	149 [ ] NA [ ] NAP	222 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2. Officiers publics nommés par l'Etat</b>	371 [ ] NA [ ] NAP	149 [ ] NA [ ] NAP	222 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Autre</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. All Public Notaries are appointed by the state even if they practice in their professional capacity. In previous evaluations we used to list the notaries as 'Public officials' but as from this evaluation, following changes in this question, we are marking them as 'Holders of public offices appointed by the State'.

### 192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser): .....

Commentaires To become a Maltese Notary one must first have completed the prescribed university course according to Law. Following this, one must register as a Trainee for a period of at least two years with a Notary who has practiced for at least 10 years and approved by Council. After this traineeship period, one would be eligible to sit for the Notarial Warrant Examination held in March of every year.

### 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :63
- non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

## 9.1.2 Activités/ domaines de compétences

### 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

Veuillez sélectionner une option

<b>Authentification</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Certification des signatures</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Légalisation des signatures/ Apostille</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Contrôle de légalité des documents</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Médiation</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Prestation de serments</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Enchères publiques</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

## 194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

### 9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

#### 194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

#### 194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population

Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale

Tout autre registre (veuillez préciser) .....

Aucun

Commentaires

### 194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : The Notary to Government currently runs the Notaries Volumes in Archives (<https://justice.gov.mt/en/ntg/Pages/Notaries-Volumes-in-Archives.aspx>) and the Search Termination of Mandates (<https://justice.gov.mt/en/ntg/Pages/Termination-of-Mandates.aspx>).

### 194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre de l'état civil/ de la population</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tout autre registre (veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Aucun</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

### 194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser .....

Aucun

Commentaires

### 194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel  
 Autres autorités publiques  
 Autre entité (veuillez préciser) .....

Commentaires

### 195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui  
 Non

Commentaires

### 196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle  
 le tribunal  
 le ministère de la Justice  
 le procureur  
 autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui  
 Non

Commentaires Whilst there is no such system, the notarial Council has a permanent committee dedicated to the organisation of information seminars designed for notaries.

### 196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
<b>Droit européen</b>	( X )	( )
<b>Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)</b>	( X )	( )

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

## I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Notarial Council website and the Laws of Malta website

---

## 10. Interprètes judiciaires

### 10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

#### 10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

##### 197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

- Oui  
 Non

Commentaires

##### 198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui  
 Non

Commentaires

##### 199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

- [ 83 ]  
 NA  
 NAP

Commentaires The list of court interpreters is derived from the the website of the Court Services Agency that can be accessed at [https://justice.gov.mt/en/COJ/Pages/Interpreters\\_and\\_Translators.aspx](https://justice.gov.mt/en/COJ/Pages/Interpreters_and_Translators.aspx) The figure mentioned above represents individual interpreters, as well as some companies thta offer translation services.

##### 200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

- Oui  
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

##### 201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée  
 Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique  
 Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

## J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The information has been provided by the Court Services Agency.

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1 Statuts des experts judiciaires

### 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser Board members/ court attorneys

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. Other system of judicial expertise: Board members/ court attorneys

### 202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

#### 202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) : In 2016, the Department of Justice has been entrusted to re-organise the court expert system and, as a result, be responsible for the administrative aspect of running this system. The court experts are now recruited following a bi-annual public expression of interest that is published in all major newspapers. Interested parties are requested (but not obliged) to submit their CV and undergo a due diligence process. An updated list of all experts is provided to the judiciary who are then free to nominate the experts according to the exigencies of the case.

#### 202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

### 202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : The Department of Justice is responsible for the administrative management of the Register of Court Experts.

### 202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps .....

Non

Commentaires

### 202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? Despite the fact that the Department of Justice maintains an updated list of Court Experts, there is nothing in law or procedure that holds back a judge from appointing an expert who is not on the list.

### 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires NAP

### 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

### 204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

## 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	600 [ ] NA [ ] NAP	465 [ ] NA [ ] NAP	135 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

## 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[ X ] NA [ ] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[ X ] NA [ ] NAP
2. Affaires administratives	[ X ] NA [ ] NAP
3. Affaires pénales	[ X ] NA [ ] NAP
4. Autre affaires	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires Such data is not available.

## 205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Défini par le tribunal/juge	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP

<b>Librement négocié entre l'expert et les parties</b>	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
<b>Délais pour présenter le rapport d'expertise</b>	( )	( X )
<b>Qualité de l'expertise</b>	( )	( X )
<b>Autre</b>	( )	( X )

[ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

## 207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

( X ) Oui

( ) Non

Si oui, veuillez préciser :

## 207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[ ] Le processus de sélection

[ ] La formation initiale ou continue

[ ] Les procédures disciplinaires

[ X ] NAP

Commentaires

## K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Department of Justice

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1 Réformes

## 208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui

**concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?**

### **208-1. Programmes de réforme généraux**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 2020 was a year etched in the history of our country because it brought with it major reforms related to justice, separation of powers and rule of law. These reforms were contextualised into a number of Bills that were approved by the House of Representatives in July 2020 and published by August of the same year. A brief rendition of these major reforms, follows:

1: Appointment and selection of judges and court presidents. With the enactment of Act No. XLII of 2020, the Constitution of Malta was amended for the purpose of providing for the appointment of the Chief Justice with the approval of two-thirds of all the Members of the House of Representatives, for a change in the composition of the Judicial Appointments Committee so that a majority of its members are members of the judiciary, and to provide for the issuing of public calls for vacancies in the judiciary apart from the current system of applications on an open call.

2: Irremovability of judges, court presidents and prosecutors. With the coming into force of Act XLV of 2020 - Various laws (Removal from Office)(Amendment)Act, the composition of the Committee for Judges and Magistrates within the Commission for the Administration of Justice, was revised in order to ensure that the removal of members of the judiciary is made by a body composed of peers, and at the same time, provides for the possibility to appeal such a decision at the Constitutional Court. In addition, Act LV of 2020 also reforms aspects of the procedure related to the retirement of the judiciary. According to the new legislation, a member of the judicial bench have the option to decide whether to retire at the age of 65 or 68. In any case, they have to inform the Chief Justice to this effect. This provision has been enacted in order to retain the expertise of the seasoned members of the judiciary for longer.

3: Independence of the Bar and of lawyers. In December 2020, the Legal Profession (Reform) Act, 2020 was published with the objective of addressing recommendations intended to further regulate the profession of lawyers in Malta. The main reforms relate to causes of disqualification of advocates, the admission of legal procurators within the Act and the introduction of regulatory provisions relative to law firms. Furthermore, the Act provides for the setting up of an official register maintained by the Committee for Advocates and Legal Procurators, that list all the warranted advocates, legal procurators and law firms.

### **208-2. Budget**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

**208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Following the amendments to the Attorney General Ordinance (Chp 90) through Act XXV of 2019, the office of the AG started taking over prosecutions from the police, who in turn retained their investigative role. The implementation of this process of handing over the prosecutorial function started being carried out in 2020 when L.N. 378 of 2020 made it possible for the Office of the AG to prosecute wilful homicide, terrorism, money-laundering, bribery, corruption, fraud and misappropriation where the financial loss is of at least 50,000 Euros.

Furthermore, the coming into force of Act XLI of 2020 together with L.N. 377 of 2020, implemented the judicial review reform of decisions by the Attorney General not to prosecute on the grounds of illegality or unreasonableness. This reform amended the Constitution of Malta, the Criminal Code and the Code of Organisation and Civil Procedure, and in addition provided for the Permanent Commission Against Corruption (PCAC), the Ombudsman, the Commissioner for Standards of Public Life and the Auditor General to be defined as an injured party at law when they report a corrupt practice to the AG. This reinforces the checks and balances in place in order to ensure the uninhibited prosecution of cases.

#### **208-4. Accès à la justice et aide judiciaire**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

#### **208-5. Conseil supérieur de la magistrature**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

#### **208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Kindly refer to 'Comprehensive reform plans' above

#### **208-7. Parité hommes/ femmes**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-11. Lutte contre la criminalité**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-12. Système pénitentiaire**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-13. La justice adaptée aux enfants**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

### **208-14. La violence domestique**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The new National Domestic Violence Strategy for 2021 and 2022 was being drafted in collaboration with a broad cross-section of stakeholders working in the field of DV. The strategy was eventually launched in 2021.

### **208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The cooperation project with the CoE funded by SRSS (EC) was launched. The main objective of this project was to help the national authorities draft the first digital justice strategy for Malta. The project involved experts from CEPEJ collaborating with key stakeholders in the justice and ICT landscape of Malta. The project will come to fruition by November 2021 following which the Maltese government will launch the first national digital justice strategy.

### **208-16. Autres**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :